



**INFO-TÜRK AJANSI
AGENCE INFO-TÜRK
INFO-TÜRK AGENCY**

BÜLTEN BULLETIN

EDITION ET DIFFUSION EN BELGIQUE: COODIFF
SQUARE CH. M. WISER, 13/2 - 1040 BRUXELLES
TEL: (32-2) 230 34 72 - DEPOT LEGAL:2198
CCP: COODIFF s.c. 000-1164657-75 BRUXELLES

La reproduction de nos articles
est autorisée avec la mention
de la référence Agence Info-Türk

PERIODIQUE MENSUEL
3ème année - Septembre 1979
Français 35
Abonnement annuel
Belgique 200 FB
Etranger 250 FB

Campagne électorale dans un climat de terreur sans précédent

UN TEST CRUCIAL POUR LE GOUVERNEMENT SOCIAL-DEMOCRATE
DE TURQUIE: ELECTIONS PARTIELLES LE 14 OCTOBRE

ANKARA (ITA) - La population de 28 des 67 provinces de Turquie se rendront aux urnes pour élire 49 membres du Sénat de la République et les députés pour les cinq sièges vacants de l'Assemblée Nationale qui en compte 450.

Bien que de moindre importance que des élections générales, ces élections partielles sont considérées comme un test crucial pour le gouvernement social-démocrate du Premier ministre Ecevit, parce que le vote pour 5 sièges vacants à l'Assemblée Nationale lors de ces élections déterminera la majorité parlementaire. Depuis la démission du Vice-Premier Dr. Faruk Sükan, unique représentant du Parti Démocratique, le gouvernement Ecevit a perdu actuellement la majorité au Parlement. Si les élections des 5 sièges vacants à l'Assemblée Nationale étaient gagnées par l'opposition de droite, le gouvernement serait obligé de démissionner.

Dix partis politiques prennent part à ces élections partielles:

COTE GOUVERNEMENTAL: Le Parti Républicain du Peuple (CHP)

OPPOSITION DE DROITE: Parti de la Justice (AP), Parti d'Action Nationaliste (MHP), Parti du Salut National (MSP), Parti de la Confiance Républicaine (CGP) et Parti de la Nation (MP)

OPPOSITION DE GAUCHE: Parti Ouvrier de Turquie (TIP), Parti Ouvrier Socialiste de Turquie (TSIP), Parti de la Révolution Socialiste (SDP) et Parti de l'Unité de Turquie (TEP).

Au début de 1978, c'était avec l'aide de 13 indépendants qu'Ecevit avait pu renversé la coalition Demirel des quatre partis conservateurs. Lorsqu'il forma son gouvernement en janvier 1978, 10 de ces députés indépendants reçurent des portefeuilles. Le seul représentant du Parti Démocratique entra également au gouvernement.

A cause de l'échec de sa politique et des morts, les Républicains d'Ecevit ont été réduits, en deux mois, de 213 à 208 et les indépendants gouvernementaux, de 13 à 12, soit au total de 226 à 220.

Les partis de droite, tous ensemble, occupent à l'heure actuelle 223 sièges: AP 177, MSP 23, MHP 17, CGP 1, DP 1, NP 1, les indépendants anti-gouvernementaux 3.

Aucun des partis de l'opposition de gauche n'est représenté à l'Assemblée Nationale, parce qu'aux élections générales, les électeurs progressistes avaient voté en faveur du parti d'Ecevit pour que ce dernier emporte sur le Front Nationaliste des partis de droite.

Pour pouvoir renverser le gouvernement lors du vote de confiance, l'opposition devrait avoir une majorité solide de 226 membres. Aussi, l'opposition de droite tente-t-elle par tous les moyens de gagner au moins 3 des 5 sièges vacants à l'Assemblée Nationale.

D'autre part, les élections partielles pour le Sénat ont également une grande importance pour le développement politique en Turquie. Les élections des 49 sénateurs détermineront également la tendance majoritaire. Une majorité au Sénat a son mot à dire lors de l'élection du Président de la République. Le terme de 7 ans du Président de la République Fahri Korutürk prendra fin en mars 1980.

Ce test crucial ne semble guère enchanter le gouvernement Ecevit tant sa crédibilité a baissé. La principale raison de l'impopularité du gouvernement réside dans l'échec de M. Ecevit à vaincre tant la violence politique que le désastre économique, principalement au niveau de l'inflation.

Malgré certains succès du gouvernement au cours de ces dernières semaines lors d'arrestations de terroristes politiques, ils ne sont pas suffisants pour impressionner l'électeur. Alors que le nombre total des assassinats politiques pendant les 32 mois de gouvernements du "Front Nationaliste" était de 446, il atteint celui de 1929 en 20 mois du règne d'Ecevit, période plus courte donc. En outre, les organisations fascistes sont toujours hors d'atteinte.

Côté économique, la situation s'était quelque peu éclaircie grâce à la promesse d'une aide de 1.450 millions de dollars d'un consortium des gouvernements occidentaux, mais Ecevit a aussi accepté de mettre en vigueur des mesures impopulaires d'austérité imposées par le Fonds Monétaire International.

Autre question délicate, plusieurs ministres sont accusés de corruption et d'autres délits par l'opposition.

Le groupe parlementaire du parti d'Ecevit s'est toujours esquivé de l'Assemblée pour éviter une motion de censure contre le Ministre des Monopoles et des Douanes qui est accusé par l'opposition.

Rappelant cette attitude des républicains, le président du Parti de la Justice Süleyman Demirel a déclaré: "Le 14 octobre sera le jour de régler nos comptes. Le CHP (le parti gouvernemental) ne pourra pas s'esquiver devant la population."

Juste avant les élections partielles, les cercles de droite ont également commencé à répandre une rumeur selon laquelle si les élections ne menaient pas à la formation d'un nouveau gouvernement autoritaire, les Forces Armées étaient décidées à prendre le pouvoir ou à contraindre les deux partis principaux, le CHP d'Ecevit et le AP de Demirel à former une grande coalition pour établir "la loi et l'ordre" dans le pays et amender la Constitution pour restreindre les droits fondamentaux.

Escalade de la terreur sanglante contre les socialistes

Prenant en considération tous ces faits, les partis socialistes, principalement le Parti Ouvrier de Turquie (TIP) mènent une campagne électorale, appelant les électeurs progressistes à voter pour les représentants de la classe ouvrière et obliger ainsi le CHP social-démocrate à prendre une nouvelle position en faveur de la démocratisation de la vie politique, brisant la dépendance de l'impérialisme et défendant les intérêts des masses populaires.

En vue d'intimider les électeurs et d'empêcher les candidats socialistes d'exposer leurs points de vue, le "Loup Gris" ont intensifié leurs actes terroristes. Récemment, dans la province d'Adana, l'avocat Ceyhun Can, l'un des fondateurs du Parti Ouvrier de Turquie (TIP), le professeur d'université

Fikret Ünsal et six enseignants ont été assassinés par les "Loups Gris". Ci-dessous, la liste chronologique de 194 assassinats politiques commis en un seul mois:

- 19 AOÛT: Fevzi Köse, de droite (Kayseri), Fevzi Kuruçay, de gauche (Izmit), Mustafa Köroglu et Mehmet Şahin (Urfa), Hüseyin Ertal et sa femme, Şeker Ertal (Samsun)
- 20 AOÛT: Le sergent Erdal Görücü, Serdar Tuncaboşlu, de gauche, le marin Hamdi Kuru (Istanbul), Sabri Köksal (Kayseri), le policier Ahmet Koyuncuoğlu et le chauffeur Açayhan Altan (Bergama), le policier Mahmut Akun (Mardin), l'étudiant Mehmet Oruç (Diyarbakır), Rasim Mert et Mme Necmiye Inan (Samsun), Mehmet Karaduman, de gauche (Mugla)
- 21 AOÛT: Une personne non-identifiée (Istanbul), l'étudiant Hüseyin Ulu (Samsun)
- 22 AOÛT: Le politicien de droite Haşim Yıldırım (Uşak), le gardien de nuit Hasan Kuş (Çorum), le gardien de prison Mehmet Çelik (Adıyaman), l'étudiant Ceylan Barlan (Bursa), l'employé Cumali Sürücü (Adana), Mehmet Ali Yolaç et le gardien Ahmet Oral (Istanbul), le syndicaliste Dogan Taşoluk (Antalya)
- 23 AOÛT: Cemal Bülbül (Istanbul), l'ouvrier Mehmet Göktaş (Adana), l'ouvrier Ömer Kestelli (Mersin), l'ouvrier Selim Bekar et le marchand Necati Kadir Aga (Trabzon)
- 24 AOÛT: Le cordonnier Ahmet Geyikli (Urfa), le prisonnier Ahmet Türkkân et Osman Güçlü (Eskişehir), Şükrü Fidan (Ankara), le prisonnier Halil Eser (Akşehir) l'enseignant Necmettin Öner et Ali Ak (Samsun), l'ouvrier Mehmet Kaya et Metin Mutlu (Gaziantep), le patron de café Osman Öner et Mme Fadime Küçük (Trabzon), Halil Ataş (Manisa)
- 25 AOÛT: Ali Gelenler (Siverek), l'homme d'affaires Mehmet Ali Durak et une non-identifiée (Ordu), le policier Hikmet Ürkmez et le commissaire de police Osman Ünal (Ankara), le gardien Hüseyin Özdemir (Kahramanmaraş), le paysan Ertugrul İmer (Malatya), Kemal Koçak (Samsun), Hanifi Özkaya (Kilis), le policier Süleyman İlkun (Fatsa)
- 27 AOÛT: L'ingénieur Özkan Şenk, le sergent Kenan Özdemir, le marchand Kemal Bal, Dursun Metin, Şerafettin Kargılı et le chauffeur Saim Akıl (Samsun), Salahattin Name, de gauche (Kayseri), l'ancien de village Faik Aydın et sa femme Zeynep Aydın, son fils de 2 ans Enver Aydın (Diyarbakır), Mithat Küçük, Hatun Çebi et Aslan Özsoy (Trabzon), Memduh Timuçin et Abdülkadir Aktiumur (Adana), Cemil Çelik, de gauche (Uşak), Mehmet Doruk (Kahramanmaraş)
- 28 AOÛT: Hüseyin Aras et Tahsin Öz (Ankara), Mehmet Akra, de droite (Istanbul), Sami Alıkkıkaya (Adapazarı), l'ouvrier de gauche Sadullah Dokur (Adana)
- 29 AOÛT: Le chauffeur Emin Kandemir (Mersin), Ahmet Aktaş, de droite (Bursa), l'employé İsmet Torunlar et Mesut Aras, de droite (Adana)
- 30 AOÛT: Hürriyet Er, de gauche, Ali Uzun, de droite, et Satılmış Altın (Istanbul), le travailleur émigré İmdat Can (Ankara), Mustafa Eken (Reyhanlı), le policier Adnan Can (Tarsus)
- 31 AOÛT: Ayter İnceler, l'ouvrier Musa Sarı et Cemalettin Yalçın, de droite (Tarsus)
- 1 SEPT: Le banquier İbrahim Şakar (Kayseri), l'employé de gauche Mustafa Sevinç (Bilecik), le policier İsmail Top et Cafer Tutuş (Istanbul), Fahri Şen, de gauche (Ordu), l'orfèvre İrfan Ramazanoglu et une non-identifiée (Uşak), Kerem Zorba (Adana)
- 2 SEPT: L'enseignant Mehmet Göçen, l'ouvrier Ali Tatar, l'ouvrier Hasan Hüseyin Bağbozan et le garde de nuit Salahattin Tokgöz (İskenderun); une personne non-identifiée (Diyarbakır), Emin Parlak (Kars), Veli Durmuş et Ferah Ülkütür (Tarsus)
- 3 SEPT: Une personne non-identifiée (Samsun)
- 4 SEPT: Rıza Dökümcü, de droite (Biga), Ferhan Özcan Sarı (Tarsus), Adem Pekmezci (Ankara), l'étudiant Hasan Ceylan (Hatay), İsmail Ergun, de gauche (Keşan)
- 5 SEPT: Mahir Çakıroğlu, de gauche (Artvin), l'étudiant Ayhan Bitirim et une non-identifiée (Istanbul)
- 6 SEPT: Le photographe Metin Cancan et Kemal Küçükoglu (Istanbul), l'employé Ahmet Oguzhan Bayrak (Hatay), Ahmet Buzdag (Urfa)
- 7 SEPT: L'avocat Yalçın Ünler et sa femme, Nesrin Ünler (Adana), Ali Altınbaş (Gaziantep), l'employé Kemal Küçükoglu (Istanbul), Mehmet Yücebülüt (Ankara)
- 8 SEPT: Les ouvriers de gauche Osman Haznedar, Yaşar Bilgin, Mustafa Şahin et ./.

- Mustafa Şenpınar (Turgutlu), le politicien de droite Abdullah Kayra et son neveu, Muhittin Şuayıp (Batman), le prisonnier de gauche Burhan Yıldırım (Edirne), le policier pensionné Mehmet Elekdağ (Eskişehir), le politicien de gauche Adil Turan (Tunceli)
- 9 SEPT: L'ouvrier Cumali Erdogan (Izmit), l'étudiant de gauche Vedat Çataltepe (Adana), l'ouvrier de droite Yücel Kapısız (Bursa), Sefa Eryagan (Erzurum)
- 10 SEPT: L'avocat Ceyhun Can, l'un des fondateurs du Parti Ouvrier de Turquie (Adana), Şevket Demirel, de gauche (Gaziantep), l'employé Mikail Delibaş (Kayseri), l'enseignant de gauche Taşkın Camgöz, l'ouvrier de gauche Kadir Gülen (Bursa), le patron de café Sadettin Sucu (Ceyhan), Mahmut Geçdal (Siverek), Üzeyir Dogan (Istanbul)
- 11 SEPT: Le professeur d'université Dr. Fikret Ünsal et Fahri Güler (Adana), Keçel Türkkan, de droite (Gaziantep), l'enseignant Erkan Eskiçırak (Rize)
- 12 SEPT: Ali Ermiş, Sadi Canan et le marchand Ömer Saydan (Elazığ), Erol Ateş (Bursa), Celalettin Cerim, Niyazi Büyüksanlı et le chauffeur Yaşar Ülke (Adana), l'enseignant Selahattin Akıntürk et le gardien de nuit Sinan Atlı (Urfa)
- 13 SEPT: Le cordonnier Nizamettin Korkmaz et l'ouvrier Ibrahim Berberoglu (Ankara) l'étudiant Muzaffer Çelebi et Şükrü Aydın (Adana), un non-identifié (Istanbul), les trois membres non-identifiés d'une organisation séparatiste (Urfa)
- 14 SEPT: Le médecin Berciş Seden et Adil Şahin (Gaziantep), un non-identifié (Adana) l'étudiant Fatih Görelî (Istanbul), Celal et Hüseyin Köse (Samsun), Nazif Kurucu (Siverek)
- 15 SEPT: Aziz Şahin, de droite et le coiffeur Demir Kahveci (Turgutlu), l'étudiant İsmail Çelik et l'ouvrier Enver Akşın (Istanbul)
- 17 SEPT: Le vice-maire Dr. Rauf Yılmaz (Gaziantep), l'homme d'affaires Beşir Tanrıverdi (Kars), Duran Şayan (Tarsus), Hüseyin Doğrusöz (Izmir)
- 18 SEPT: Les enseignants Özcan Doruk, Yılmaz Kızılay, Üstün Teke, Ahmet Göreç, Mustafa Karaca et Davut Korkmaz (Adana), une personne non-identifiée (Istanbul), Cuma Nuyan (Kahta), Mustafa Üzülmöz (Bursa) (C-M-H-DG-21/9)

CORRESPONDANCE SECRETE ENTRE LES LEADERS FASCISTES TURC ET ALLEMAND

ANKARA (ITA) - Alors que de nouvelles et nombreuses preuves ont été trouvées quant aux actes subversifs et criminels du Parti d'Action Nationaliste (MHP), ni le gouvernement Ecevit, ni le Procureur de la République n'ont entamé une procédure contre cette organisation néo-fasciste de l'ex-colonel Türkeş.

Outre les révélations sur les meurtres prémédités commis par les "Loups Gris", les commandos para-militaires du MHP et de ses organisations parallèles telles que "Clubs d'Idéal" (Ülkü Ocakları), "Association de la Jeunesse Idéliste" (Ülkücü Gençler Derneği), "Armée de Libération des Turcs réduits en esclavage" (ETKO), Commandos Turcs Tonnerre (TYK) et "Organisation Turque de Vengeance" (TIT) (Voir BULLETIN, juillet-août 1979, "Le Parti d'Action Nationaliste (Néo-fasciste) doit être interdit"), récemment, le Bulletin des Nouvelles du Parti Républicain du Peuple (CHP) a rendu public une lettre secrète envoyée par Adolf Von Thadden, leader du NPD, parti néo-fasciste de la RFA à l'Ex-colonel Türkeş. Dans cette lettre envoyée en 1970, Von Thadden déclare:

"Cher Türkeş,

"Je suis enchanté de recevoir votre lettre. Je vous remercie de vos mots m'appreciant ainsi que mon parti. Je suis également ravi d'apprendre votre position sur l'unité de vues entre nos partis (...) Il y a des principes communs fondamentaux entre nos partis. Je suis convaincu que vous souhaitez développer et renforcer ces relations d'amitié. Par conséquent, j'accepte avec plaisir vos propositions de développer les relations entre nos partis. Nous avons unanimement décidé d'échanger des groupes des sections de jeunesse (...) Voulez-vous être assez aimable pour accepter mon invitation comme mon hôte personnel. Ce sera un plaisir de parler des problèmes de nos pays et d'examiner les moyens d'assistance mutuelle." (C-19/9)

NEGOCIATIONS COLLECTIVES ET GREVES EN TURQUIE

ANKARA (ITA) - Parallèlement à l'augmentation des assassinats politiques, à l'aggravation de la crise parlementaire et à la détérioration de la situation économique, on prévoit, dans les prochains temps, un nombre croissant de grèves paralysant l'industrie et les services publics. Dans le Bulletin des Nouvelles de la Confédération des Syndicats Progressistes de Turquie (DISK), l'estimation suivante est avancée:

"Comme le problème de l'étranglement du commerce extérieur a été résolu pour le moment, le principal problème auquel est confronté le gouvernement est le contrôle de l'inflation, après l'accord avec le FMI. Les mesures de stabilité à prendre pour contrôler l'inflation dans les conditions actuelles en Turquie suppose la limitation du volume de l'activité économique, en d'autres mots le ralentissement du taux de croissance. Celui-ci est également nécessaire pour diminuer les besoins en perspective du commerce extérieur de la Turquie. Toutes ces données signifient que dans la période qui vient, le gouvernement pratiquera une politique de renforcement des restrictions. La classe ouvrière ne peut approuver une telle politique car ils n'ont aucune responsabilité dans la crise actuelle. Pour ces raisons, la DISK, l'organisation syndicale progressiste de Turquie, en lutte pour l'indépendance, la démocratie et le socialisme, est contre cette politique de stabilité. Résultat de cette approche, nous disons, qu'il y aura une augmentation du nombre de grèves, dans les temps prochains."

En fait, d'après les relevés officiels, 10.000 travailleurs étaient en grève au début du septembre 1979. Au cours des 7 premiers mois de 1979, 126 grèves au total ont été menées par 21.000 travailleurs. D'autre part, les employeurs ont, au cours de cette même période, licencié 4.065 travailleurs dans 21 entreprises. Tous ces grèves et licenciements ont entraîné la perte de 1.415.784 jours de travail.

Les syndicats turcs vont bientôt négocier les conventions collectives concernant 348.000 travailleurs dans le secteur public et 132.000 dans le secteur privé. La plupart de ces conventions collectives et grèves sont menées par la DISK.

D'un autre côté, la Confédération des Syndicats turcs (TÜRK-İŞ) a demandé au gouvernement de revoir le "contrat social" signé entre cette confédération et le gouvernement. La TÜRK-İŞ a affirmé que le "contrat social" devait être modifié pour répondre aux conditions actuelles ou autrement il se voyait obligé de "revirer sa position".

Le gouvernement Ecevit réplique aux syndicats en interdisant certaines grèves importantes. Récemment, le gouvernement a suspendu la grève des travailleurs des chemins de fer le 20 août, celle des ouvriers du pétrole le 21 août, les grèves des mineurs et des services publics le 6 septembre. En outre, 900 travailleurs qui arrêtaient le travail pour protester contre le renvoi de 10 de leurs camarades ont été détenus à Adana par les forces de sécurité.

Cette attitude négative du gouvernement provoque l'aggravation du climat social et pousse les syndicats à durcir leur opposition contre lui. (C-M-DG-20/9)

LA BANQUE MONDIALE OBLIGE LE GOUVERNEMENT TURC A DES MESURES D'AUSTERITE

ANKARA (ITA) - La Banque Mondiale a préparé un rapport d'études sur l'économie turque: "Turquie: de la crise à la croissance" qui critique les politiques adoptées par le 4ème Plan de 5 ans. Le rapport reproche au Plan d'avoir toujours été imaginé en supposant que l'état est la seule force effective dans le domaine économique et insiste sur l'affirmation que le secteur privé est "une composante dynamique et doit être aidé et encouragé par l'état".

Le rapport de la Banque Mondiale insiste aussi sur la "nécessité" d'interrompre les investissements publics, de diminuer les taux de croissance prévus pour 1979 et 1980 et enfin de geler les salaires et de limiter la consommation. (DM-A-DG-15/9)

POURPARLERS SUR LA CONVENTION DE DEFENSE US-TURQUIE

ANKARA (ITA) - Les pourparlers turco-Américains en vue de conclure une série d'accords gouvernementaux sur les relations de défense entre les deux pays ont repris le 19 septembre 1979 à Ankara.

Après que l'embargo des armes américaines à la Turquie ait été levé, le gouvernement turc restaurait déjà l'accès US aux bases en Turquie, stipulant qu'un nouvel accord de défense soit conclu ondoans un an, c.à.d, pour le 9 octobre 1979.

L'ambassadeur turc Sükrü Elekdağ a déclaré que les Etats-Unis et la Turquie progressaient en ce sens. Il a ajouté cependant qu'il n'y avait pas d'assurance que ces négociations seraient achevées à la date convenue, soit le 9 octobre.

D'après des sources officielles US, il y a un accord tacite sur l'accès US aux installations en Turquie au-delà du 9 octobre même si les négociations n'étaient pas terminées. Les négociations portant sur un "Accord de fondement" ainsi appelé qui devrait en termes généraux la nature de la relation de défense turco-américaine.

Aussi, en cours de négociation, trois accords supplémentaires devraient déterminer les règles sur l'administration commune des bases, sur le support de la défense américaine pour la Turquie et sur la co-production de l'équipement militaire.

En Turquie, le gouvernement Ecevit est accusé par les partis socialistes et les organisations démocratiques de placer la structure militaire de la Turquie sous le contrôle du Pentagone et de servir les objectifs impérialistes des USA au Proche-Orient. (DN-C-DG-14/9)

DEFICIT DU COMMERCE EXTERIEUR DANS SEPT MOIS: 1.350 MILLION DE DOLLARS

ANKARA (ITA) - Le déficit du commerce extérieur de la Turquie était, pour les 7 premiers mois de l'année, de 1.350 millions de dollars, soit 50 millions de dollars en-dessous du déficit de l'année précédente pour la même période, d'après les indications du Ministère du Commerce.

Mais la Turquie reçut 1.190 millions de dollars dans la même période comme envois de ses travailleurs résident à l'étranger, soit 144% d'augmentation par rapport à l'année dernière. Cette augmentation, croit-on, serait due à la dévaluation de la Turquie de sa monnaie de 43% en juin 1979.

En 7 mois, les exportations enregistraient 1.325 millions de dollars, tandis que les importations étaient de 2.675 millions de dollars.

Le commerce entre La Turquie et les pays du Marché Commun diminua pour la même période, comparé aux années précédentes avec en port du volume total import-export en-dessous du niveau de 1974.

Le tableau suivant compare les balances commerciales avec la CEE, depuis 1974 (période janvier-juillet):

ANNEES	IMPORTATION	%	EXPORTATION	%
1974	767.555.000	46,1	404.419.000	45,8
1975	1.166.661.000	48,1	250.151.000	39,2
1976	1.097.358.000	46,5	501.021.000	43,0
1977	1.324.704.000	44,7	423.403.000	47,9
1978	890.052.000	39,8	481.730.000	50,0
1979	937.230.000	39,0	538.618.000	45,7

D'autres part, tandis que la Turquie recevoit juillet dernier le premier crédit du Fonds Monétaire International, soit quelque 91.550.000 dollars, prévu par l'accord, elle avait à rembourser une dette de quelque 51.850.000 dollars.

Par conséquent, le crédit net du Fonds Monétaire International atteint seulement 39.700.000 dollars.

(Pour les détails sur les crédits occidentaux à la Turquie, voir BULLETINS précédents).

(A-DM-DG-14/9)

PRESSIONS SUR LES ORGANISATIONS DEMOCRATIQUE ET LA VIE CULTURELLE

ANKARA (ITA) - Récemment, Le Commandement de la Loi Martiale d'Ankara a interdit les activités de l'Association du Personnel des Services de Santé (TÜS-DER) et des branches de la Maison Populaire (Halkevleri). Les autorités militaires avait déjà interdit les organisations progressistes de la Femme et de la jeunesse.

Le même commandement a interdit aussi la performance de deux pièces aux théâtres d'Ankara: "Le Cabaret" de Bertolt Brecht et "Les Paysages Humains" de Nazim Hikmet.

Le 7 septembre 1979, le professeur d'université Ismail Beşikçi a été condamné à l'imprisonnement de 3 ans par un tribunal criminel à Istanbul et a été incarcéré. Son ouvrage intitulé "La Thèse turque d'Histoire et la Question kurde" a été considéré par le tribunal comme propagande pour le séparatisme.

M. Beşikçi avait été condamné à l'imprisonnement de 13 ans et incarcéré en 1971 pour avoir publié un autre ouvrage sur la Question Kurde, mais avait été libéré grâce à l'amnistie générale proclamée en 1974.

M. Beşikçi est un auteur bien connu sur les questions des nationalités. Il est toujours jugé par un autre tribunal criminel pour son autre ouvrage, intitulé "Le Statut du Parti Républicain du Peuple (1927) et la Question Kurde". S'il est condamné encore une fois, la durée de son emprisonnement sera doublée.

Un autre mesure scandaleux a été pris contre le Festival International du Film dans la ville d'Antalia. Le Conseil de la Censure a interdit la projection de certains films, y compris ceux qui ont été envoyés par les pays étrangers. Sur cette intervention, les réalisateurs de film et les membres du jury ont décidé d'annuler le concours. En plus, toutes les organisations démocratiques ont protesté énergiquement contre l'intervention du Conseil de la Censure.

Toutes ces violations des libertés et des droits fondamentaux ont déjà obscurci l'image "démocratique" du Frontier Ecovit. (C-M-DG-8/9)

PRESIDENT DU PARTI OUVRIER DE TURQUIE A MOSCOU

ANKARA (ITA) - Le Président du Parti Ouvrier de Turquie (TIP) Behice Boran a représenté la Turquie à la Conférence pour Un Futur Pacifique et Sécure pour tous les Enfants tenue à Moscou au début du mois de septembre 1979. Mme Boran a été invitée à l'Union Soviétique par la Commission pour l'Année Internationale de l'Enfant.

D'autre part, M. Todor Zhivkov, Premier Secrétaire du Comité Central du Parti Communiste Bulgare et Président du Conseil de l'Etat a reçu, pendant sa visite en Turquie, une délégation du Parti Ouvrier de Turquie à Antalia.

Les leaders de deux partis ont échangé également les messages d'amitié et de solidarité. (Y-C-DG-9/9)

REPRESENTATION DE L'OLP A ANKARA

ANKARA (ITA) - La Turquie et l'Organisation de Libération de la Paléستine ont signé un accord sur la statue du Bureau de l'OLP qui sera ouvert à Ankara prochainement. Le protocole signé par le Ministre des Affaires Etrangères de Turquie Gündüz Ökçür et le représentant de l'OLP Farouk Khaddoumi prévoit l'établissement un bureau avec un chef de mission et ses cinq adjoints. La mission paléstinienne aura la statue diplomatique.

L'accord vient à la suite de l'occupation de l'Ambassade Egyptienne à Ankara par quatre guérillas paléstiiniens. (O-DN-DG-22/9)

COMMANDOS FASCISTES TURCS ATTAQUENT DES JEUNES A CHYPRE

NICOSIE (ITA) - Les commandos fascistes du Parti d'Action Nationaliste (MHP), Les Loups Gris, ont intensifié leurs activités terroristes dans la région occupée de l'île de Chypre.

D'après le journal turc Kurtulus, les commandos fascistes turcs, spécialement amenés de Turquie et inscrits à l'école technique de Lefka ont continué leurs attaques contre les éléments progressistes de la population turque.

En dépit du fait que ces commandos n'ont pas de familles à Chypre, ils sont inscrits à l'école technique de Lofka avec des subsides mensuels. Les attaques de ces fascistes, âgés de 20-23 ans, causent des troubles au sein de la population locale.

A Lofka, en injuriant les jeunes, ils ont créé des tensions qui dégénèrent en bagarre. Ils ont même employé des couteaux et des ceintures en attaquant des jeunes progressistes. La police, au lieu de s'en prendre aux fascistes, a arrêté quatre jeunes de Lofka. Ces jeunes sont toujours en prison et ne trouvent aucune autorité à qui expliquer leurs cas.

Pendant ce temps, les commandos fascistes font le tour des cafés et tentent de bluffer auprès des gens avec leurs paroles démagogiques. En répandant le mensonge que les jeunes progressistes ne veulent pas de gens de Turquie, ils sont en train de faire monter la tension entre les chypriotes et les Turcs du continent.

"Le Parti de l'Unité Nationale (de Mr. Rauf Denktaş), qui a spécialement amené ces commandos fascistes à Chypre pour réprimer notre peuple, est autant responsable de ces incidents que les commandos fascistes eux-mêmes," dit le journal Kurtulus. (K-CE-DG-16/6)

DECLARATION COMMUNE DES SYNDICATS TURC ET CYPRIOTE GREC

NICOSIE (ITA) - Les dirigeants de la Fédération pancypriote du Travail (PEO) et de l'Organisation des Syndicats Progressistes turcs de Chypre (DEV-İŞ) ont appelé, le 12 juillet, à l'adoption d'un nombre de mesures pratiques "pour la promotion de la bonne volonté et de la confiance mutuelle" entre les deux communautés.

Une déclaration commune, mise au point après deux jours de pourparlers au Palace Hotel à Nicosie, précise que les deux parties sont convaincues que les "Grecs et les Turcs peuvent vivre ensemble pacifiquement et de manière amicale, dans une république fédérale de Chypre, comme cela s'est passé pendant de nombreuses années."

Elle dit que PEO et DEV-İŞ "fermement soutiennent une économie unie et intégrale dans le cadre duquel tous les cypristes doivent bénéficier de droits égaux et de possibilités, comme la base d'une unité politique de la République Fédérale de Chypre."

La communiqué dit que les usines et les autres entreprises situées le long de la ligne verte doivent fonctionner à nouveau et que les travailleurs grecs et turcs cypristes doivent y être engagés ensemble.

Il suggère qu'en général, l'engagement de turcs cypristes par des employeurs grecs cypristes devrait être encouragé.

Les deux organisations ont décidé de se rencontrer plus fréquemment, au moins une fois tous les trois mois.

12.490 TRAVAILLEURS TURCS ÉMIGRER EN 1979

ANKARA (ITA) - Les autorités ont révélé que le nombre de travailleurs turcs émigrant à l'étranger a augmenté par rapport à 77 et 78.

1.912 personnes ont quitté la Turquie en juillet, portant le total pour 1979 à 12.490, soit 27% de plus que l'année précédente. La plupart de ces travailleurs ont émigré au Moyen-Orient. (BN-DG-15/9)